

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N° 852 – 22 Octobre 2005

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### FISCAL WARMING

*Cette expression m'a été inspirée par les récents travaux de l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales) consacrés à la dette publique (site [www.iref-europe.org](http://www.iref-europe.org)). Le débat actuel sur le budget lui donne un relief particulier. Mais pourquoi Fiscal Warming ?*

*Voilà des années qu'on nous rebat les oreilles avec le « Global Warming », ce réchauffement de la planète, cet « effet de serre » qui laissera un héritage écologique catastrophique aux générations futures. L'opinion publique est ainsi alertée sur les dangers que nous courons dès maintenant, mais plus encore sur ceux auxquels nous exposons nos enfants et, à coup sûr, nos petits-enfants.*

*Par contraste, la même opinion publique est tenue dans l'ignorance des dangers, ceux-ci bien réels et inéluctables, que nous faisons courir à ces générations futures en leur léguant une dette publique qu'ils passeront leur vie à éponger, au prix de sacrifices considérables. Le réchauffement des finances publiques est ainsi mieux établi et plus pervers que celui de la planète.*

*Les chiffres, vous les connaissez : c'est aujourd'hui 18.000 euros de dettes que chaque nouveau-né français trouve dans son berceau. C'est bien plus qu'une année complète de salaire d'un Smicard. Mais comme la France est caractérisée par une progressivité de l'impôt assez spectaculaire, pour certains futurs contribuables cela signifiera qu'ils devront travailler dix ans de suite pendant un mois chaque année pour payer le supplément d'impôts destiné à rembourser cette dette. Il faudra y ajouter, bien évidemment, les autres mois de l'année destinés à régler les impôts courants, car l'appétit budgétaire de l'Etat sera sans doute toujours aussi dévorant.*

*De la sorte, dans moins de vingt ans le contribuable français sera condamné soit à se saigner aux quatre veines, se résignant à perdre quelque 10% de son pouvoir d'achat, soit à renoncer à percevoir tout revenu imposable en réduisant son activité ou en oeuvrant sur le marché « parallèle », soit à fuir à l'étranger. Inutile de dire que ces trois échappatoires existent déjà aujourd'hui, mais elles s'imposeront à tout le monde demain.*

*Le tableau peut être encore noirci, tout en demeurant réaliste, quand on ajoute à la dette publique tous les engagements que notre système social a pris à l'égard des futurs retraités, engagements qui conduiront à des déficits supplémentaires faute d'avoir les actifs suffisants pour les tenir.*

*Cette prospective vaut bien celle des malthusiens qui annoncent la fin du monde. Je voudrais qu'on puisse me démontrer le contraire, alors qu'elle s'inscrit dès maintenant dans les chiffres de notre budget. Le paiement des seuls intérêts (ce que l'on appelle le « service de la dette ») est la première dépense du budget actuel ! Mais cela ne semble pas émouvoir grand monde. Nos gouvernants actuels, comme ceux qui les ont précédés, taisent la situation dramatique causée par leur incurie. Personne ne dit la vérité aux Français : l'Etat vous ruine, et vos enfants le paieront cher.*

*L'étude de l'IREF explique avec talent et clarté comment tout cela se produit, et comment vont s'écrire les prochaines pages du roman noir. La dette publique n'est pas seulement, comme le disait Ricardo, l'équivalent d'un impôt futur. Cette thèse (dite précisément de « l'équivalence ricardienne ») sous-estime le fait que le financement d'un déficit budgétaire par une nouvelle couche de dette a pour effet d'aggraver le déficit lui-même. En effet, quand la dépense publique est immédiatement payée par les contribuables du moment, elle trouve ses limites, plus ou moins rapides, mais en tous cas réelles. Les contribuables sont des électeurs, et quand l'impôt atteint non*

*plus une minorité de « riches » mais aussi et surtout les classes moyennes, puis maintenant les revenus les plus modestes, la facture de l'Etat a un coût politique élevé. Même s'ils sont trompés par une fiscalité sous anesthésie, avec une masse d'impôts indirects indolores sur-le-champ, les Français finissent par comprendre que l'Etat vit certes au-dessus de ses moyens (même Monsieur Breton s'en est aperçu) mais surtout vit dangereusement à leurs dépens. Voilà pourquoi on commence à entendre des discours, mais seulement des discours, sur la maîtrise des dépenses publiques. Rien de tel quand on fait appel à la dette pour combler le déficit, ce qui est la règle depuis que l'inflation et la dévaluation ne sont plus là pour effacer les ardoises (il s'agissait bien sûr, d'une autre forme d'impôt).*

*Alors que faire pour éviter l'hécatombe ? Une solution, conclut l'IREF, est certes de réduire l'Etat et de remettre en cause ses attributions et son mode de fonctionnement : on met ainsi fin à la folle course en avant. Mais l'on ne peut sortir de l'impasse qu'en passant à des taux de croissance supérieurs de plusieurs points à ce que nous connaissons aujourd'hui, et en affectant une partie de cette croissance au remboursement de la dette. Dans une économie dynamique, les sacrifices sont plus supportables : au lieu d'une diminution du pouvoir d'achat, on se résigne à une simple stagnation.*

*Pour stimuler la croissance, il n'y a qu'un moyen efficace : réduire les prélèvements obligatoires, transférer au secteur privé dynamique les moyens financiers gaspillés par le secteur public. Monsieur Attali, qui a fait la même analyse sur les dangers de la dette, conclut à l'inverse : il faut relancer la croissance avec les dépenses publiques. Il est génial. Ayant moins de génie, nos dirigeants choisissent le silence et le maquignonnage. Il faudra bien pourtant que la vérité éclate, voire explose : alerte au Fiscal Warming !*

*Jacques Garello*

## Conjoncture

### ESPAGNE : L'HERITAGE DE AZNAR

En Espagne, tous les indicateurs économiques sont au vert. Le chômage a été divisé par plus de deux en dix ans, et la croissance est l'une des plus élevées de la zone euro. Le gouvernement socialiste de M. ZAPATERO s'en félicite et s'en attribue évidemment tous les mérites. Les socialistes français brodent sur le même thème. Oui, mais voilà : une situation économique est le reflet d'une politique conjoncturelle menée un an ou un an et demi avant, mais aussi et surtout d'une politique structurelle menée des années plus tôt. Or, à cette époque, le premier ministre s'appelait AZNAR. C'est à lui que revient tout le mérite de la prospérité espagnole.

#### **Un chômage divisé par plus de deux**

En 1995, le taux de chômage en Espagne était le plus élevé des pays occidentaux membres de l'OCDE : 22,4% : presque un actif espagnol sur quatre. C'était sous le gouvernement du socialiste Felipe GONZALEZ. Et la France pouvait se glorifier de faire mieux que l'Espagne. Depuis dix ans, les choses ont bien changé et le taux de chômage a été divisé par plus de deux pour tomber à 9,3%. Pendant le même temps, la France a grimpé jusqu'au taux actuel de 9,9%. Et les prévisions espagnoles pour 2006 annoncent un taux de chômage de 8%.

Fait révélateur : alors que le mois de septembre a la réputation d'être mauvais pour les chiffres du chômage, parce que les emplois saisonniers de l'été ont disparu, il n'en a rien été en Espagne puisque le nombre de chômeurs vient de diminuer de plus de 5.000 personnes. Mais il faut surtout rappeler que c'est sous le gouvernement de José AZNAR (de 1996 à 2004), que l'essentiel de la chute du chômage avait eu lieu, celui-ci passant de 22,4% au début de son premier mandat à 10% à la fin de son second et dernier mandat. C'est donc dans la suite logique de la politique antérieure que la chute du chômage s'est poursuivie cette année.

En un an, ce sont 907 500 postes de travail qui ont été créés, ce qui, à l'échelle de l'Espagne, compte tenu de sa population, est considérable. Bien entendu, certains, à commencer par les syndicats espagnols, se sont empressés de faire remarquer que près des deux tiers des nouveaux emplois sont des contrats à durée déterminée. D'où le discours habituel sur la précarité de l'emploi : sous entendu, ce sont de faux emplois.

### **L'une des croissances les plus rapides d'Europe**

Les syndicats Commissions ouvrières et UGT ont regretté « la mauvaise qualité » de l'emploi et réclamé des emplois stables. Et pourquoi pas des emplois de fonctionnaires ? Il est vrai que le fort taux de contrats à durée déterminée est l'une des caractéristiques du marché du travail espagnol actuel. Ce n'est pas un problème, mais une solution : c'est en introduisant de la flexibilité sur le marché du travail et des contrats non rigides que les Espagnols ont vaincu le chômage dans de telles proportions. Et il vaut mieux des emplois successifs à durée déterminée qu'un chômage durable, comme en France. Car en France les emplois sont à durée indéterminée, mais il n'y en a pas ou pas assez.

Si la baisse du chômage vient ainsi de la flexibilité retrouvée sur le marché du travail, elle vient également du retour de la croissance économique. Celle-ci ne cesse d'être révisée à la hausse, que ce soit par les autorités espagnoles ou par le FMI. Pour 2005, la croissance devrait être de 3,2% ou 3,3%. C'est certes moins qu'aux Etats-Unis, mais c'est beaucoup plus que dans la zone euro où la croissance est de 1,2% en 2005 et devrait être de 1,8% en 2006. Pour l'année prochaine, on sera en Espagne de toutes façons en dessus de 3%.

En outre, cette croissance est accompagnée d'une inflation modérée, qui est selon l'OCDE de 3,3% pour les douze derniers mois. C'est certes au dessus de la moyenne de la zone euro (2,1%), mais les prix sont sous contrôle et le dérapage est acceptable.

Le gouvernement de José Louis Rodriguez ZAPATERO s'attribue, bien entendu, les mérites de cette bonne évolution économique. A-t-il raison ? Il est en place depuis les élections qui ont suivi le dramatique attentat de Madrid en mars 2004, c'est-à-dire il y a dix huit mois. Mais c'est oublier que José Maria AZNAR tenait les rênes du pouvoir pendant les huit années précédentes. Or il y a déjà longtemps, en particulier depuis les travaux de Milton FRIEDMAN, que l'on sait qu'une politique conjoncturelle n'influence l'activité économique qu'après un délai long et variable, situé entre un et deux ans.

### **« Les vérités d'AZNAR »**

Et maintenant on sait surtout que les politiques conjoncturelles n'ont pas beaucoup d'importance, sauf pour déstabiliser les économies. C'est pourquoi AZNAR avait, suivant la formule de FRIEDMAN, « stabilisé les politiques de stabilisation ». Mais si la bonne santé de l'économie espagnole ne vient pas des politiques conjoncturelles, d'où peut-elle venir ? Elle vient évidemment des réformes de fond, des réformes de structures.

Or celles-ci n'agissent qu'avec un délai long, le temps de modifier en profondeur les comportements microéconomiques. C'est ainsi que la bonne situation économique sous les présidences CLINTON vient essentiellement des réformes de fond entreprises par REAGAN quatre années plus tôt et en particulier de la baisse des prélèvements obligatoires et d'une fiscalité moins progressive. De même, les performances de l'économie britannique sous les mandats de BLAIR trouvent leur origine dans les réformes entreprises par Mme THATCHER, de la privatisation à l'effacement des syndicats en passant par la baisse des impôts.

Certes, lorsque les réformes se poursuivent ensuite (comme en Angleterre), il y a plus de chances pour que la situation s'améliore encore. En sens inverse, en dépit des réformes de fond, il peut suffire d'une mauvaise politique menée pendant quelques années pour perdre tout le bénéfice des réformes antérieures. Dans le cas de l'Espagne, c'est ce que l'on peut craindre. La bonne situation économique actuelle est l'héritage des réformes AZNAR (privatisations, baisse des impôts, flexibilité du marché du travail, ouverture des frontières, acceptation de la mondialisation, etc.) - que J. GARELLO, dans un éditorial il y a un an, avait appelées « Les vérités d'AZNAR ». Mais si ZAPATERO change de cap et revient sur les réformes AZNAR, en particulier sous la pression syndicale, on peut craindre le pire. Pour l'instant, on reste sur la lancée antérieure. Et c'est hélas ZAPATERO qui en retire les fruits. La politique est souvent injuste avec les réformateurs.

### **PRELEVEMENTS OBLIGATOIRES : 30 MILLIARDS DE PLUS EN 2006**

Chaque semaine apporte son lot d'informations sur le budget pour 2006. On finira par savoir la vérité. La semaine dernière, nous avons découvert toutes les astuces comptables permettant de minimiser dépenses et déficits. Cette semaine, grâce au très officiel rapport sur les prélèvements obligatoires, transmis par le ministère des finances au Parlement avec le projet de loi de finances, nous savons que les Français devront serrer un nouveau cran de ceinture.

Première information prudente : en 2006, les prélèvements obligatoires vont augmenter « légèrement » en pourcentage du PIB, passant de 43,9% cette année à 44% en 2006. On était encore à 43,4% en 2004. Rappelons que ce calcul, très courant, n'est pas le plus significatif, car le PIB ne représente pas grand chose de concret pour les ménages puisqu'il inclut, par exemple, les amortissements. Ce qui serait significatif, c'est le pourcentage du revenu national qui est confisqué par les prélèvements obligatoires : 44% du PIB, cela fait plus de 53% du revenu national. C'est ce qui permet à nos amis de Contribuables associés de calculer que les ménages travaillent pour l'Etat ou la sécu jusqu'au 16 juillet, jour de la libération fiscale. On va donc passer au 17 juillet.

Ces 44% doivent être comparés à la moyenne de l'OCDE (36,3%) et à celle de l'ensemble de l'Europe (38,9%) : nous sommes bien au dessus. Et la comparaison pays par pays montre que nous sommes presque champions du monde des prélèvements. Seuls quelques petits pays nordiques nous dépassent. Mais l'Allemagne est à 36,7%, la Grande-Bretagne à 35,3%, l'Irlande à 30%, le Japon à 25,8%, les Etats-Unis à 25,4%. Nous avons donc 50% de prélèvements de plus qu'un pays comme l'Irlande, qui se trouve comme nous dans l'Union européenne et dans la zone euro : comment pourrions-nous être compétitifs avec de telles charges ? Si cela continue, nous aurons bientôt le double de la pression fiscale américaine !

Deuxième information, encore plus discrète : le 0,1 point de plus du PIB est trompeur. Pour l'année 2006, toujours selon les chiffres officiels, les prélèvements obligatoires atteindront 775,1 milliards d'euros, soit une hausse de 30,4 milliards d'euros (soit 4% d'augmentation en euros courants). Cela fait autant de moins de disponible pour les ménages ou les entreprises et surtout cela ne manquera pas de décourager ceux qui veulent bien entreprendre ou travailler ou épargner plus, mais pas au profit du seul fisc.

Certes, une part de cette hausse de 30 milliards des prélèvements provient de l'évolution (fort modeste) de l'activité économique. Mais la progressivité de nombreux impôts joue un rôle pervers, car les impôts progressent plus vite que les revenus et donc que la croissance : il y a entre les deux une élasticité positive. Un peu plus de croissance, c'est beaucoup plus d'impôts. Ce qui crée un cercle vicieux, en décourageant la croissance future.

Cette hausse des prélèvements ne s'explique pas d'abord par la fiscalité nationale : la pression fiscale de l'Etat a même tendance à diminuer en pourcentage du PIB. Mais elle s'explique d'une part par la fiscalité locale, qui explose véritablement (il n'y a qu'à voir les feuilles d'impôt foncier qui sont arrivées chez les ménages et lire en bas de la feuille la progression de l'impôt, en particulier au niveau régional : chacun peut en faire l'expérience et la hausse est souvent de 30%, voire 50% !). D'autre part, l'autre facteur de hausse des prélèvements concerne les prélèvements sociaux, en raison du dérapage accru de la sécurité sociale et de la fuite en avant gouvernementale, qui se tourne vers des cotisations nouvelles. Résultat, les prélèvements sociaux vont passer de 20,9% à 22,1% du PIB.

Il y a certes beaucoup de chiffres significatifs dans un budget, à commencer par le montant des déficits. Mais pour l'ensemble des dépenses publiques, ce chiffre de 30,4 milliards d'euros de prélèvements en plus en une seule année suffit à caractériser la situation de notre pays. Notre déclin présent et futur est inscrit dans ce chiffre. Et jour après jour nous nous éloignons des autres économies de marché. C'est vraiment la France qui tombe, celle de l'Etat et de l'hyperfiscalité. Et le gouvernement ose nous parler de baisse des impôts !



**R. BARRE : « LE MONDE EVOLUE VERS L'ECONOMIE LIBERALE »**

Raymond BARRE, « le meilleur économiste de France », avait eu le mérite en 1976, succédant à l'irresponsable Jacques CHIRAC, de s'attaquer avec courage et efficacité à l'inflation. Il avait remis le Franc d'aplomb, et le contrôle des prix avait été enfin supprimé en 1978 par son ministre de l'Economie, René MONORY. Que n'a-t-on pas entendu comme critiques de sa « politique de rigueur », y compris de la part du parti gaulliste tremblant à la veille des élections de 1978 ? Assez curieusement, après avoir passé avec succès cette échéance, le premier ministre avait changé son fusil d'épaule, il avait visiblement rompu avec les principes de la liberté économique pour adopter une approche plutôt étatiste et social-démocrate. Sommes-nous actuellement en présence d'un retour à la lucidité ? A plus de 80 ans, Raymond BARRE peut maintenant parler comme un sage. Dans un entretien accordé à notre confrère Enjeux Les Echos d'octobre 2005, il ne mâche pas ses mots et retourne au libéralisme. Qu'on en juge.

« Le problème de la France est qu'une partie de son économie, dynamique et productive, doit financer une autre partie croissante : secteur public et aides sociales. Celle-ci forme une sorte de gangue qui freine le rayonnement des succès remportés par l'économie productive. C'est pourquoi les entreprises investissent ailleurs qu'en France, les grandes fortunes fuient à l'étranger et les jeunes y partent travailler. Nos compatriotes doivent comprendre que notre problème ne doit rien à l'économie mondiale. Il relève de réglementations nationales abusives, de politiques qui favorisent le loisir au lieu du travail, d'une politique d'aide au chômage qui n'incite pas au retour à l'emploi, et enfin d'une politique fiscale qui frappe les classes moyennes et décourage l'esprit d'initiative ».

« Toucher à ces politiques et réglementations, c'est évidemment susciter des réactions chez les Français soucieux de leurs intérêts individuels ou de leur tranquillité. Réactions qui sont exploitées par des syndicats relativement faibles, mais qui peuvent, avec le concours des médias, créer une agitation sociale que craint le gouvernement. Celui-ci devrait conserver un sang froid complet. Ceux qui organisent les manifestations sont bien incapables de dire comment ils régleraient les problèmes et comment ils pourraient satisfaire les revendications qu'ils expriment ».

« Les membres de la classe politique, soucieux d'une carrière et du succès électoral, évitent les comportements vigoureux qu'exige notre situation ». Les efforts (du gouvernement) « ne sont pas à la mesure des problèmes. Il faut mettre les Français devant les réalités et, passez-moi l'expression, les secouer ! Je pense cependant que les Français réagiront lorsqu'ils auront subi une baisse sensible de leur pouvoir d'achat, ce qui commence à se produire... ». « Un pays endetté comme la France et dont le budget est aussi fragile ne peut pas se permettre de largesses supplémentaires. La question n'est pas pour les Français d'obtenir quelque chose en échange de ce qu'ils donnent. Il faut leur faire comprendre que s'ils n'acceptent pas les mesures correctrices qui s'imposent, leurs avantages disparaîtront. Nous ne pouvons pas continuer à financer le déficit annuel de la sécurité sociale et de l'assurance maladie. La réforme des retraites de Jean-Pierre RAFFARIN ne résout qu'un tiers du problème. ».

« La France n'est pas libérale. Sa tradition est protectionniste et dévaluationniste : c'est la recherche de la sécurité intérieure et des ballons d'oxygène sur le plan monétaire. (...) Mais qu'ils le veuillent ou non, quels que soient les artifices de langage qu'ils utiliseront, le monde depuis la chute du bloc soviétique évolue vers l'économie libérale d'entreprise et de marché : la France devra bien y passer. Plus nous attendrons, plus ce sera pénible à supporter lorsque le règlement final se produira ».

### **OMC : CAP SUR LA MONDIALISATION AGRICOLE**

Dans le cadre du GATT, puis des négociations de l'OMC, les droits de douane pour les produits industriels ont disparu, et la concurrence joue maintenant à plein : la mondialisation est ici une réalité. Mais quid de l'agriculture ? Le cycle de négociations en cours, ou cycle de DOHA, butte sur le protectionnisme des pays riches. Les pays du tiers-monde, producteurs agricoles, leur reprochent les droits de douane, mais aussi les subventions à la production et à l'exportation. Sont concernés aussi bien les Etats-Unis que l'Union européenne ou le Japon. Ils empêchent les pays pauvres de vendre leurs produits et freinent leur développement.

La prochaine rencontre des 148 pays membres de l'OMC en décembre à HongKong menaçait d'aboutir à un fiasco à cause de cette question agricole. Or les Etats-Unis viennent de faire un geste significatif. Robert PORTMAN, représentant américain au commerce, vient de reprendre l'initiative en annonçant que Washington était prêt à accepter une baisse de 60% sur 5 ans des aides internes qui faussent le plus les échanges mondiaux et sont dénoncées par les pays en développement. De plus, il a aussi réclamé une baisse de 55% à 90% des droits de douane sur les produits agricoles et l'élimination des subventions aux exportations agricoles pour 2010. En trois phases successives, toutes les catégories de subventions agricoles et de droits de douane devraient être supprimées d'ici 15 ans.

En contrepartie, les USA demandent à l'Europe et au Japon de diminuer de 80% les aides internes à l'agriculture. Pourquoi ce chiffre plus élevé que les 60% Américains ? Parce que « les aides européennes internes qui faussent les échanges sont trois fois plus élevées que les nôtres. Nous attendons que l'Union européenne les coupe à hauteur de 80% », puisqu'elles sont les plus élevées. « Ceux qui subventionnent le plus doivent réduire le plus ».

Cette proposition, qui n'est, bien entendu, qu'une base de négociation, a aussitôt débloqué la situation en obligeant l'Union européenne à faire des propositions équivalentes. C'est pourquoi elle a proposé de réduire de 70% ses aides internes à l'agriculture, ce qui serait déjà un bon début. Les Etats-Unis ont, indiscutablement, repris la main dans cette affaire et obligé leurs partenaires à bouger. Une même exigence a été formulée à l'égard du Japon. En revanche, les Européens ont un retard sensible sur les Américains sur un autre point essentiel, celui des barrières douanières destinées à protéger les agriculteurs. Mais si l'Europe prétend, comme elle le dit, vouloir aider le tiers-monde, il faudra bien que là aussi elle mette de l'eau dans son vin.

Tout en considérant qu'il faut aller plus loin et que les négociations ne font que commencer, les pays du tiers-monde ont dans l'ensemble bien réagi aux propositions américaines et veulent utiliser, dans une situation de véritable concurrence, leurs avantages comparatifs. Mais il leur faudra, eux aussi, réduire leurs mesures protectionnistes.

On ne peut en dire autant de la position d'un certain nombre de pays européens, dont la France, qui trouvent que le commissaire européen au commerce, Peter MANDELSON, est déjà allé trop loin dans les concessions. Et la France a pris la tête d'une coalition pour demander à la Commission de défendre la « préférence communautaire ». Jacques CHIRAC a écrit à Juan Manuel BARROSO pour lui signifier son inquiétude. Finalement, Paris a obtenu une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères européens pour vérifier si le Commissaire n'avait pas dépassé les termes de son mandat dans la négociation.

Pour aider le Tiers Monde, la France n'envisage que des aides publiques au développement, ce qui ne répondent pas aux attentes des pays pauvres sur la question agricole, attachés à trois points : les subventions internes, les conditions d'accès au marché et le niveau des aides à l'exportation. Sur ces points, il faudra bien que la France -et les autres européens- choisissent entre le lobby des agriculteurs et les intérêts des pays pauvres. Ces intérêts convergent d'ailleurs avec ceux de la population européenne. Le commerce international, une fois libéré, bénéficiera finalement à tous, acheteurs comme vendeurs, producteurs comme consommateurs. La clientèle électorale des paysans vaut-elle le sacrifice de la justice et de la prospérité ?

## **OCDE : SUPPRIMER L'AGE OBLIGATOIRE DE LA RETRAITE**

En France, on en est toujours à la retraite à 60 ans, même si, comme nous l'avons vu la semaine dernière, le plan FILLON a un peu changé la donne. Mais pour les Français, pas de doute : il doit y avoir un âge légal et obligatoire de départ en retraite. Les récentes négociations entre partenaires sociaux concernant les seniors ne modifient pas grand chose, puisqu'on envisage seulement pour les chômeurs de 57 ans au moins la possibilité d'un CDD de dix-huit mois, renouvelable une fois, soit

,ufois

## **CHIRAC - MC CREEVY : LE COMMISSAIRE EST BON ENFANT**

Jacques CHIRAC a visiblement retrouvé la forme, nous nous en réjouissons car nous nous régalaons de ses facéties diplomatiques. La dernière concerne l'OMC et l'oppose bien sûr à la Commission Européenne, qui est au chef gaulois ce que Rome était à Astérix. Jacques CHIRAC s'en prend à BARROSO et au Commissaire au Commerce, soupçonné d'avoir outrepassé ses attributions. Mais les Commissaires ne sont plus si timorés que dans le passé, et commencent à donner la réplique à notre Président.

Cette semaine, c'est au tour de Charlie MC CREEVY, commissaire au marché intérieur (en charge de la directive BOLKESTEIN) de monter au créneau dans un entretien accordé au Figaro. Question du journaliste : « Jacques CHIRAC reproche à la Commission européenne de se désintéresser du sort des salariés licenciés par Hewlett-Packard. Vous qui êtes commissaire au marché intérieur, que répondez-vous ? ».

Réponse du commissaire : « Qu'est-ce que la Commission devrait faire ? Les entreprises survivent en vendant leurs produits. Si elles ne peuvent pas produire et vendre dans un endroit précis, elles iront ailleurs. C'est aussi simple que cela. Par ailleurs, il revient à chaque Etat membre de gérer ses problèmes sociaux et de mettre en place, s'il le souhaite, des fonds d'accompagnement. Il n'est pas dans le pouvoir de la Commission d'interférer. Il n'y a pas de protection sociale unique, il existe différents modèles européens, le français, le britannique, le suédois, ... Vous ne pouvez pas, si vous croyez au libre marché, réinstaller des barrières. Nous n'allons pas nous replier sur nous-mêmes et vivre de nouveau dans un cocon ! Dans une économie globale, cette vision ne tient pas la route. En supprimant les barrières, vous obtiendrez une croissance plus forte, un chômage plus bas et des recettes fiscales qui vous permettront ensuite de pratiquer une redistribution sociale ».

« Quel est alors le meilleur modèle ? » : « C'est l'électeur qui décide, au moment de voter. Mais je constate qu'en Europe continentale le chômage atteint 10%, la croissance est très faible, et les déficits sont élevés, ce qui empêche les Etats de conduire une politique de protection sociale. Je sais bien que ma vision n'est pas partagée par tous en Europe. (...) Mais ce serait une erreur de revenir au protectionnisme. S'agissant du modèle irlandais, je dis simplement que la compétition fiscale est une bonne chose ».

Enfin, le Commissaire MC CREEVY a rappelé que la directive sur la libéralisation des services, dite « BOLKENSTEIN », allait être examinée par le Parlement, non pas en octobre comme initialement prévu, mais au début de l'année prochaine. Et qu'il attendait la fin du processus parlementaire. Gageons que cela lui vaudra une nouvelle réponse de J. CHIRAC qui prétend, contre toute réalité, que la directive est abandonnée : pour l'instant, le processus parlementaire est prévu pour aller jusqu'au bout. Cela dit, si les Commissaires européens entendent répondre et argumenter chaque fois que Jacques CHIRAC met en cause la politique de la Commission européenne, ils vont avoir du boulot...

### **AU SOMMAIRE DU N°852 :**

**EDITORIAL :** Fiscal Warming pp. 1-2

**CONJONCTURE :** Espagne : l'héritage de Aznar pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** Prélèvements obligatoires : 30 milliards de plus en 2006 p. 4 – R. Barre : « Le monde évolue vers l'économie libérale » p. 5 – OMC : cap sur la mondialisation agricole p. 6 – OCDE : supprimer l'âge obligatoire de la retraite p. 7 – Chirac – MC Creevy : le commissaire est bon enfant p. 8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)